

DU CÔTÉ DES REVUES

ACTUEL MARX

n° 44–2^e semestre 2008 : **Altermondialisme/anticapitalisme**
(PUF, 234 p., 24 €)

[Les auteurs en charge du dossier central (Jacques Bidet et Gérard Duménil) posent que l'altermondialisme (ceux qui se rencontrent dans des forums mondiaux ou régionaux) est traversé par un clivage irréductible entre les tenants d'un refus des excès de la dernière phase néolibérale et les partisans d'une remise en cause des mécanismes fondamentaux du capitalisme. Le dossier s'ouvre sur une table ronde entre chercheurs de divers pays sur la signification du mouvement et les perspectives qui lui sont offertes, sa fragilité ou sa pérennité et le rôle qu'exerce le marxisme. Tous s'accordent à y voir un espace de rencontre et d'échange plus qu'une « internationale rebelle », espace où coexistent des cultures et des expériences diverses ainsi que des valeurs partagées – la solidarité, l'humanisme, la protection de la nature – et une capacité à saper la légitimité des politiques néolibérales. Ils s'accordent également à reconnaître – même s'ils ne lui donnent pas le même sens – un certain essoufflement du mouvement engendrant un sentiment d'impasse et de blocage.]

Dominique Plihon, responsable d'Attac, analyse longuement les sources constitutives de l'altermondialisme et souligne que son trait commun est davantage l'opposition au néolibéralisme qu'au système capitaliste en tant que tel. L'anthropologue africaniste Emmanuel Terray remarque qu'« entre les migrants illégaux et l'État-nation, il y a de toute évidence un antagonisme » et qu'entre les deux camps s'est peu à peu établi un compromis autour de la reconnaissance *de facto* de la migration illégale, réduisant les plus faibles au statut d'illégaux. Partant de l'hypothèse que le changement climatique en œuvre « incombe au système capitaliste », Michael Löwy récuse les illusions d'un « capitalisme propre » et promeut le concept d'éco-socialisme qui ferait siens les acquis fondamentaux du marxisme tout en le débarrassant de ses scories productivistes. Parce que ce combat s'inscrit dans une démarche résolument « cosmopolitique, supranationale, mondiale » il a selon l'auteur toute sa place dans la mouvance altermondialiste. Yves Salessse cherche à traduire dans l'espace national les perspectives de l'altermondialisme à partir de l'expérience française de la Fondation Copernic et des comités antilibéraux en 2006-2007, tandis que Gérard Duménil et Dominique Lévy tentent de définir les contours des bases sociales d'une alternative. Un ensemble riche sur une réalité aussi mouvante que le processus de mondialisation qu'elle accompagne.]

187

AGONE

n° 40–2008 : **L'invention de l'immigration**
(Éd. Agone, Marseille, 230 p., 20 €)

[Cette revue consacre l'essentiel de cette livraison à l'immigration. Elle s'ouvre sur un texte de l'historien Gérard Noiriel consacré à l'apparition du concept de « l'immigration », dans le champ notionnel. En fait, le terme apparaît brutalement dans le vocabulaire français dans les années 1880 où il va désigner d'emblée les deux chapitres, constitutifs du problème et toujours d'actualité : l'entrée et le séjour d'étrangers sur le territoire national et leur intégration.]

Recherches internationales, n° 83, juillet-septembre 2008, pp. 187-194

G. Noiriel analyse finement le contexte en explorant les diverses dimensions qui concourent à cet avènement : le plan *technologique*, avec la mécanisation des déplacements humains, l'*économique* (avec les particularités de l'exode rural français), le *politique* (notamment la défaite de 1870, l'avènement de la III^e République, la montée de la contestation socialiste, les affrontements entre ouvriers français et étrangers).

L'irruption, dans les années 1880, du mot de « migration » en est la conséquence et le résultat d'une double connexion : celle entre étrangers (suspects en puissance) et migration et celle du développement des préoccupations natalistes. C'est dans les écrits démographiques qu'apparaîtra le mot d'immigration.

Un texte portant sur l'organisation de l'immigration, c'est-à-dire la construction d'une politique publique de 1910 à 1920, prolonge ce premier article. D'autres contributions viennent nourrir le dossier. Elles portent, respectivement, sur la construction du problème de l'immigration par les employeurs de main-d'œuvre au Portugal, l'édification d'une identité collective dans la grève des loyers à la SONACOTRA, dans les années 1970, sur les opérations médiatiques de visites de responsables politiques à des immigrés, sur la mise en images journalistique du « problème des banlieues », sur l'usage de la notion de « mérite » dans la présentation officielle de la naturalisation et sa réappropriation par les immigrés, sur le recours, dans l'industrie du bâtiment, à l'argument de « pénurie de la main-d'œuvre » et la place de cette rhétorique dans la dévalorisation de la force de travail.]

188

ALTERNATIVES SUD

Vol.15-3/2008 : **Déforestation : cause, acteurs et enjeux**

(Syllepse/Cetri, 214 p., 18 €)

[Ayant pour but de relayer au Nord des points de vue du Sud critiques du modèle dominant et de l'état actuel des rapports Nord-Sud, la revue, portée par le Centre tricontinental de Louvain-la-Neuve en Belgique, nous offre à travers ce numéro un ensemble de contributions qui éclaire le processus en cours de déforestation.

Problématique complexe aux causes et aux effets multiples, la déforestation est d'abord une tendance mondiale alarmante. Surfaces déboisées chaque année : quatre fois la Belgique. Sont particulièrement concernés les trois principaux bassins forestiers du Sud : l'Amazonie, l'Afrique centrale et la zone Malaisie/Indonésie. Dans sa longue présentation, Bernard Duterme pointe non seulement l'ampleur du phénomène, mais souligne combien son accélération doit aux logiques productives mise en œuvre depuis plusieurs décennies. Ainsi, l'accent est-il mis sur les causes, les acteurs et leurs logiques pour ensuite débattre des enjeux cruciaux et des politiques auxquels renvoie cette déforestation croissante.

Plus que la pression démographique et les populations en quête de bois de feu ou de nouvelles terres, c'est principalement l'exploitation abusive des bois et des minerais tropicaux, les plantations de monocultures d'arbres à croissance rapide, la montée en puissance des agrocarburants, la production intensive de cellulose, de soja, d'huile de palme, les modèles de développement et de consommation dominants, qui hypothèquent la survie des populations agroforestières, érodent la biodiversité et dopent les émissions de CO² liées au déboisement. Bref, c'est bien ce que réclame le marché mondial qui est responsable de ces destructions. Ce numéro qui a bénéficié d'apports d'auteurs des trois continents, et notamment d'experts du réseau « World Rainforest

Movement» montre, combien la lutte contre la déforestation n'a de sens que couplée aux défis de la crise alimentaire, des changements climatiques, des impasses énergétiques et des inégalités dans le monde.]

ÉTUDES MARXISTES

n° 83–juillet/septembre 2008 : **L'Iran en ligne de mire**
(110 p., 7,50 €, 68 rue de la Caserne, Bruxelles, Belgique)

[Publiée par l'Institut d'études marxistes de Bruxelles, la revue nous offre un article central sur l'Iran. L'auteur, Marc Botenga, se propose de revenir sur la nature du régime iranien, ses projets pour la région et les fondements de l'attitude des puissances occidentales à son égard. L'insistance est mise sur la nature rentière du système économique dépendant pour 80% du pétrole pour ses recettes d'exportations et de 40% pour ses recettes budgétaires. Un tel pays ne s'industrialise pas parce qu'il peut tout importer. Le président Ahmadinejad est présenté comme porteur des intérêts de la bourgeoisie nationale et distant du modèle occidental, alors qu'il existerait une « grande bourgeoisie » plus conciliante avec les États-Unis. La place centrale occupée par l'Iran dans la région fait de celui-ci un obstacle à toute visée impérialiste sur le Moyen-Orient et il faut se convaincre que « les États-Unis veulent un régime pro-américain au pouvoir à Téhéran ». Le pays semble redouter un éclatement de son voisin irakien et milite pour le maintien de son unité.

On notera également un article, de Tony Busselin, qui fait le point sur la présence chinoise en Afrique présentée comme une activité « en faveur du développement » du continent.

Prenant la mesure de la portée du « non » irlandais au Traité de Lisbonne qui confirme la tendance qui avait émergée des refus français et néerlandais de 2005, la revue consacre une étude à l'analyse de la nature et du fonctionnement de la matrice commune de l'idéologie européenne. Celle-ci est présentée comme une des formes que prend l'idéologie dominante « dès lors que le centre d'impulsion politique n'est plus l'État-nation, mais une entité supranationale ». La « bonne gouvernance », promue par Bruxelles en lieu et place de démocratie pour promouvoir l'arbitrage entre les intérêts des différents groupes patronaux, ne constitue pas aux yeux de la revue une erreur amendable de la construction européenne mais le fondement et l'aboutissement même de son projet.]

189

INFORMATIONS ET COMMENTAIRES

n° 144–juillet/septembre 2008 : **Les institutions et le développement**
(60 p., 1 rue du Lieutenant Potié, 38700 Corenc)

[Publiée par l'Association pour un Nouveau Développement cette revue s'interroge, dans sa dernière livraison, sur les rapports entre institutions et développement. Dans son éditorial, Patrice Allard compare la crise actuelle aux précédentes que le monde a connues depuis une trentaine d'années. Il remarque que les précédentes étaient périphériques (Mexique, Asie, Russie,...) et présentaient un faible risque systémique menaçant le Centre, alors que celle-ci surgit du cœur du système et menace tout l'édifice financier international et n'épargnera probablement pas le Sud. Mais un point commun les unit dans la recherche toujours constante de nouveaux clients à endetter au prix de mécanismes risqués et rapidement incontrôlables.]

Faruk Ülgen (université Pierre Mendès France de Grenoble) qui a coordonné le dossier présente la démarche des différentes contributions réunies : « expliciter certains problèmes centraux et le rôle de l'infrastructure institutionnelle et, partant, le rôle des institutions nationales et internationales dans le processus du développement ». A ses yeux, il est temps de nous détacher de la croyance idéologique du tout libéral en vogue depuis une trentaine d'années et de considérer les institutions comme un cadre de coordination collective dont la capacité d'adaptation est indispensable à la portée de toute réforme. Les contributions mobilisées intègrent notamment les résultats d'une recherche de l'Unrisd sur le rôle des politiques sociales dans le développement ainsi qu'une étude sur les différentes tentatives de réforme du FMI.]

LABYRINTHE

n° 30-2/2008 : **Écologie = X**

(146 p., 10 €, 86 rue des Gravilliers, 75003 Paris)

[La revue se présente comme un espace de « recherche et d'expérimentation dans le domaine des savoirs littéraires, philosophiques, historiques et sociaux » et se veut « interdisciplinaire ou, mieux, indisciplinée ».

Sous un titre abscons (« Écologie = X ») le dossier se propose de revisiter certaines lectures de la nature en opposant « *l'environnementalisme faible* », incapable de penser l'implication réciproque de l'être humain et de la nature, à « *l'environnementalisme fort* », capable de mesurer l'enchevêtrement des relations qui unissent nature et êtres humains, parce qu'à même de rompre avec l'abandon du dualisme strict, étanche, entre l'homme et son environnement. D'où la nécessité aux yeux des responsables du dossier, Charles Ruelle et Frédéric Neyrat, de « repenser les rapports des sciences, de la politique et de la morale ». S'inspirant du courant des *environmental studies* des années 60 et 70 aux États-Unis, qui a tenté d'adapter le discours des humanités aux dégradations écologiques, le dossier, sensible aux thèses d'Arne Naess qui vient de disparaître, invoque l'urgence épistémique pour interroger et questionner « l'humanisme » ambiant, ce qu'il recouvre, ce qu'il a produit – et, surtout ce qu'il n'a pas empêché.]

190

L'ÉCONOMIE POLITIQUE

n° 40 – octobre 2008 : **Économie : La gauche a-t-elle encore des idées ?**

(112 p., 12 €, 28 rue du Sentier, 75002 Paris)

[La revue – articulée au mensuel *Alternatives économiques* – s'apprête à fêter son dixième anniversaire, et annonce, forte de son succès, que « l'avenir de *L'Économie politique* sera à l'identique de son passé ». Le dossier de cette livraison trimestrielle est consacré au thème « Quelle politique économique pour la gauche ? ».

Christian Chavagneux, qui présente et offre une synthèse du dossier, distingue cinq priorités pour un programme économique idéal de gauche. 1) la croissance durable ; 2) la lutte contre les inégalités ; 3) l'impératif écologique ; 4) une nouvelle Europe, moins libérale, plus sociale et plus active dans le monde ; 5) une mondialisation acceptée mais plus régulée. Il conclut que « la gauche pourrait retrouver le socialisme libéral de la fin du XIX^e siècle, qui tentait de marier intervention régulatrice forte de l'État et bienfaits de la concurrence innovante ». L'entretien réalisé avec François Hollande illustre tous ces objec-

tifs. Il s'y déclare adepte de «l'État préventif, régulateur, anticipateur» et non pas de l'«État-pompier». Les secteurs prioritaires de l'action étatique devant être l'éducation, la solidarité et l'environnement. Le dossier s'ouvre aux propositions des Verts qui pointent deux défis – réguler la mondialisation et la finance – et proposent quatre réponses : 1) multiplier les niveaux d'action ; 2) jouer sur les différents niveaux territoriaux, du local au mondial ; 3) s'appuyer simultanément sur les pouvoirs publics, les entreprises et les individus ; 4) maîtriser la finance.

Les Fondations Terra Nova (proche du PS) et Friedrich-Ebert (liée au SPD allemand) sont sollicitées. La première, par la voix d'Olivier Ferrand, suggère quelques priorités : la croissance, non pas par la demande mais par une autre politique de l'offre, et à travers une politique de compétitivité-qualité tournée vers l'économie mondialisée, ce qui suppose une nouvelle politique européenne en s'inspirant de la Stratégie de Lisbonne.

On comprendra que l'article de Michel Husson – du conseil scientifique d'Attac – apparaît comme une bouffée d'oxygène. Il se réclame d'un degré élevé de radicalité pour mettre en place une véritable politique économique de gauche, ce qui suppose en priorité de modifier la répartition des revenus, en évitant les déficits budgétaires, mécaniques à «transfert de ressources des contribuables vers les rentiers». A ses yeux, la voie est étroite «entre l'attente sans fin de l'apparition spontanée d'une bonne Europe et le retrait souverainiste». Et s'il faut envisager un protectionnisme et une rupture avec l'Europe, il s'agit de «protéger la transformation sociale et non les intérêts du capitalisme national». D'où la nécessité d'une «double rupture» avec l'actuel partage des richesses et avec le mode de construction européenne adopté jusqu'ici.

À partir du débat entre socialisme et libéralisme, récemment réactivé, Serge Audier se propose de retracer les enjeux des débats doctrinaux que la gauche réformiste a affrontés depuis les années 60.]

MONTHLY REVIEW

vol. 60 n° 3 – july/august 2008 : **Ecology moment of truth**

(Monthly Review Press, New-York, 145 p., 12 € ; www.monthlyreview.org)

[La célèbre revue marxiste américaine a décidé de consacrer deux numéros aux problèmes environnementaux. Le numéro de novembre sera dévolu aux solutions, c'est-à-dire aux changements économiques et sociaux nécessaires pour sauver la planète. Ce numéro, coordonné par Brett Clark, John Bellamy Foster et Richard York, se focalise sur le diagnostic et donc sur divers aspects de l'urgence environnementale planétaire. Dans leur introduction, nos trois auteurs considèrent qu'il est impossible d'exagérer les problèmes auxquels l'humanité doit faire face, tellement on a attendu à apporter des réponses au «pic pétrolier» prévisible, au changement climatique, à la diminution de la biodiversité, à la déforestation, à la dégradation des sols, aux crises alimentaires mondiales récurrentes. Bref, le moment de vérité est arrivé pour la planète et la civilisation humaine. Nos auteurs considèrent que le capitalisme, tel qu'il est aujourd'hui, se trouve dans l'incapacité de préserver l'environnement. Ce qui soulève la nécessité d'une rupture sociale et révolutionnaire autant que d'un changement écologique qui ne peut être porté par le système actuel. Le *Rapport Stern*, qui se propose de lutter contre le changement climatique, est jugé, de ce fait, trop peu ambitieux.

C'est dans cette perspective que les diverses contributions du numéro de la revue s'inscrivent. Lutter contre le changement climatique en négligeant les

autres aspects qui menacent la planète serait dérisoire. Dans une contribution sur le pic pétrolier, l'énergie et l'impérialisme, John Bellamy Foster reprend la formule de Michael Klare concernant le projet américain – « une stratégie d'extraction maximum » – pour en déduire l'émergence d'une nouvelle ère d'un impérialisme de l'énergie, susceptible de générer de multiples conflits.

Fred Magdoff explore l'économie et l'écologie des biocarburants et souligne que cette source de carburants est recherchée parce qu'elle peut être adoptée sans avoir besoin de questionner la façon dont fonctionne le système économique, alors qu'un calcul rapide montrerait que la capacité de production d'éthanol, aux États-Unis, absorberait 40% de la récolte de blé et ne saurait rester sans effet sur son prix, celui-ci étant aspiré par celui du carburant remplacé.

Prenant appui sur les travaux de Lovelock ou de James Hansen, Min Li, de l'université de l'Utah, suggère que les rapports du Giec (Groupe International d'Experts sur le Changement Climatique) ou le *Rapport Stern* sont en dessous de la réalité et que la survie de l'humanité est en jeu. Selon l'auteur, les exigences techniques pour stabiliser le climat ne peuvent être mises en œuvre par le capitalisme qui a déjà échoué à assurer la nourriture, l'éducation et la santé à des centaines de millions de personnes.

D'autres articles examinent la crise des écosystèmes marins, la question de l'eau sous ses trois aspects (l'offre d'eau fraîche, son inéquitable accès et les groupes d'intérêts qui tournent autour) et le système d'irrigation de l'agriculture indienne.

Un numéro très stimulant.]

192

PROBLÈMES ÉCONOMIQUES

n° 2954 – 17 septembre 2008 : **Les États-Unis, une superpuissance économique en crise**

(La Documentation Française, 48 p., 4,70 €)

[Conçu à la veille de l'élection présidentielle américaine, ce numéro offre à ses lecteurs des analyses tirées de diverses sources afin de dresser un panorama de la situation des États-Unis à la fin du second mandat de G. W. Bush. Les thèmes évoqués ont largement été au cœur de la bataille électorale et constitueront les principaux dossiers dont Barack Obama devra s'occuper dès sa prise de fonction.

Un premier article de Jean-Marc Lucas, tiré de *Conjoncture – BNP Paribas*, présente le contexte social et économique dans lequel cette élection se tient et les programmes des deux candidats vainqueurs des primaires. Puis Jacques Mistral – *Vingtième siècle* – souligne la fuite en avant dans l'endettement de l'État et des ménages au-delà de toute raison. Le dollar, symbole de la puissance américaine, fait comme l'explique un article de *The Economist*, face à une profonde perte de confiance. Sa chute, de plus du tiers de sa valeur depuis 2002, face à un panier de devises, pourrait, à la faveur de la crise, miner son rôle de monnaie de réserve et faire une place à l'euro et au yuan chinois. Le secteur automobile est également analysé par Catherine Sauviat dans *Chronique internationale de l'IREs* qui met l'accent sur les difficultés rencontrées par les « Big Three » – General Motors, Ford et Chrysler. Enfin un bilan de l'assurance santé, un système coûteux aux résultats médiocres, est présenté par Sylvie Cohu et Diane Lequet-Slama.

Un ensemble utile pour prendre la mesure de la situation dont héritera Obama et que la crise de l'automne, qui n'avait pas encore développé ses effets au moment de la rédaction de ces articles, ne pourra qu'aggraver.]

SÉCURITÉ GLOBALEn° 4–été 2008 : **La révolution du renseignement**

(138 p., 28 €, Choiseul éditions, 1 rue d'Uzès, 75002 Paris)

[Avec son quatrième numéro, la revue boucle sa première année de parution. Cette livraison, coordonnée par Éric Dénécé, se propose de prendre la mesure des transformations du monde du renseignement, secteur d'activité dont le dernier *Livre blanc* de la défense a voulu faire une priorité. Il s'agit d'éclairer sur l'importance nouvelle de cette fonction, de discuter de ses modes opératoires, de son efficacité autant que de ses lacunes et de ses failles et de son mode d'articulation au politique, des exigences de transparence l'amenant à être davantage contrôlée qu'elle ne l'était auparavant.]

L'ensemble du dossier est précédé de l'interview du général Michel Masson, directeur du renseignement militaire, qui livre une large vision des problèmes auxquels est confronté l'organisme qu'il dirige (la DRM) et dont il signale l'engagement actuel sur cinq théâtres majeurs : Tchad, Côte d'Ivoire, Afghanistan, Liban, Balkans. Il souligne le caractère irremplaçable du renseignement technique (écoutes, imagerie,...), insistant sur le fait que « posséder des systèmes de plus en plus sophistiqués sans disposer de personnels qualifiés pour les servir conduit à des incohérences » car la multiplication des sources de renseignements (dont 80 % sont ouvertes) entraîne celle des flux à traiter.

Alain Chouet, ancien responsable à la DGSE, explique pourquoi, de part et d'autre de l'Atlantique, la façon de concevoir la lutte contre le terrorisme diffère et repose sur une distinction essentielle entre « lutte anti-terroriste » et « contre-terrorisme ». C'est la deuxième notion qui fait problème. Éric Dénécé signale que le quotidien des services du temps de la Guerre froide a été totalement bouleversé. Franck Daninos explique combien le 11 septembre a entraîné des bouleversements considérables aux États-Unis en obligeant la quinzaine d'agences qui formaient la communauté du renseignement à se rapprocher et à coopérer plus. Mais dans ce domaine, les résultats semblent loin des espérances. L'analyse de la réforme des renseignements civils français (DST et Renseignements généraux) et leur absorption par une institution unique, la DCRI, est présentée par l'ancien chef de service à la DST Daniel Martin. On notera également des contributions sur l'intelligence économique (Claude Revel) et sur les limites historiques du renseignement (Constantin Melnik).]

193

SOCIALISM AND DEMOCRACYvol. 23 n° 3–November 2008 : **Radical Perspectives on Immigration**(Routledge, États-Unis, 250 p., www.sdonline.org)

[Coordonné par Marcella Bencivenni et Ron Hayduk, ce numéro est en totalité dévolu aux questions que soulève l'immigration, et notamment en quoi elle interpelle les forces de gauche dès lors que sont soulevés les thèmes liés à la race, aux classes sociales, au genre, et que les dimensions culturelles, historiques et politiques sont concernées. 200 millions de personnes sont aujourd'hui en situation de migrants, deux fois plus qu'il y a trente années. Mais, les raisons restent pour l'essentiel les mêmes : pauvreté d'un côté et surabondance de capital de l'autre. Quelques différences apparaissent. Aujourd'hui le Sud-Sud domine, la féminisation fait jeu égal, le drainage des cerveau progresse et le migrant maintient plus qu'avant des liens avec son pays d'origine.]

À part deux contributions sur la Suisse et sur la relation St-Domingue/Haïti, l'ensemble des articles porte sur l'immigration aux États-Unis et tente, d'un point de vue radical et progressiste, d'interpeller les situations d'oppression, de domination, de discrimination et d'inéquité, et de promouvoir une vision multiethnique et multiraciale basée sur le respect mutuel des différentes cultures. Le numéro est conçu pour répondre au rejet croissant des immigrants et pour combattre les idées dominantes dans la société américaine sur ces questions, notamment sur la menace linguistique des hispaniques ou la campagne contre des musulmans après le 11 septembre et d'une façon générale sur la nécessité d'une « anglo-conformité ». L'absence d'une large coalition unissant migrants et ouvriers natifs du pays autour d'intérêts de classe se fait lourdement sentir, d'autant plus qu'une animosité existe non seulement à l'encontre des immigrants mais aussi en leur sein, en fonction des différents groupes ethniques.

Le dossier plaide pour changer le regard vis-à-vis de l'immigré en écartant les notions d'illégal, d'étranger visant à le criminaliser, et suggère de le regarder comme citoyen du monde, doté de droits et apportant sa contribution à l'économie du pays.

Un dossier qui n'est pas sans résonance avec la situation de l'Union européenne]

MICHEL ROGALSKI